

CP DE LANNEMEZAN

AGIR AVANT, C'EST ÉVITER LE PIRE

Le 15 juillet 2025

L'agression d'une violence extrême dont notre collègue Sabine a été victime n'est pas un simple fait divers. C'est le point de bascule d'un engrenage que nous avons vu venir, dénoncé, et documenté, sans jamais être réellement entendus.

Depuis des mois, l'UFAP UNSa Justice alerte, écrit, propose.

Depuis des mois, nos revendications sont minimisées, repoussées, ignorées.

- Le 12 mai, l'Union Régionale constatait sur place une réorganisation précipitée et bricolée :
 - Un seul agent au PCI pour tout gérer.
 - Des PIC transformés en bureaux à la va vite, sans matériels, bruyants, surchauffés.
 - L'absence persistante de portiques de détection.
- Le 14 mai, nous demandions le transfert d'un détenu M* déjà identifié comme dangereux.
- Le 23 juin, un agent était agressé et menacé de mort par un détenu... toujours non transféré.
- Le 13 juillet, Sabine tombait sous les coups.

Et si nos alertes avaient été écoutées ?

Et si les bureaux avaient été repensés en amont, et non dans l'urgence ?

Et si le binôme systématique avait été respecté ?

Et si certains profils dangereux avaient été transférés à temps ?

Peut-être, oui peut-être que Sabine n'aurait pas été agressée.

L'UFAP UNSa Justice UR de Toulouse n'est pas dans le populisme. Nous n'agissons ni par posture, ni par effet d'annonce. Nous portons une parole responsable, basée sur le terrain, sur l'expertise, et sur le respect dû aux personnels.

Ce qui s'est passé à Lannemezan n'est pas une fatalité. C'est le fruit d'une inertie administrative, d'un mépris silencieux pour les alertes de notre organisation, pour la voix des agents.

L'UFAP UNSa Justice UR de Toulouse exige la mise en œuvre des mesures annoncées après la mobilisation.

L'UFAP UNSa Justice UR de Toulouse demande que ses revendications soient enfin considérées à leur juste valeur, non comme des oppositions de principe, mais comme l'expression d'une véritable expertise de terrain, construite par et pour les personnels. Il est temps que l'administration cesse de nous percevoir comme de simples empêcheurs de tourner en rond : nous sommes une force de proposition, et notre parole mérite d'être entendue et prise en compte.

Le bureau Régional
UFAP UNSa Justice
UR de Toulouse